

**Les Indigènes
de la
République
réclament
le droit d'être
des flics**

Présentation du livre d'Houria Bouteldja : une réactionnaire antisémite à Rennes 2 - p.3

« Les Indigènes de la République réclament le droit d'être des flics comme les "blancs" » - p.11

Indigènes de la République : derrière le « féminisme islamique », le racisme et le patriarcat - p.12

Déchiquetage de l'idéologie PIRiste à partir d'une critique du livre d'Houria Bouteldja - p.19

Le PIR : les Pompiers Inattendus de la République - p.20

Présentation du livre d'Houria Bouteldja : une réactionnaire antisémite à Rennes 2

C'est avec une certaine consternation que nous avons appris que le vendredi 5 mai prochain, allait se tenir à la fac de Rennes 2 une présentation du livre « *Les blancs, les juifs, et nous* » de la porte-parole du Parti des Indigènes de la République, sur invitation du département d'Info-Com, évènement relayé sur la page du comité de mobilisation.

Nous considérons comme très grave la présence dans un lieu de luttes de celle qui incarne et porte le message de la frange la plus réactionnaire du mouvement dit « décolonial », et ce pour les raisons suivantes :

1 – Houria Bouteldja développe un discours tendanciellement antisémite :

A grand renfort d'essentialisme, elle explique dans son livre (p49) qu'on reconnaît les juifs (qu'elle présente comme un corps social, concept organiciste cher au national socialisme) à « *leur capacité à se fondre dans la blancheur* ». Elle parle ainsi de « *leur zèle* » à devenir les « *dhimmi de la République* » qu'elle considère comme « *une trahison* ». Selon elle « *vous [les juifs] avez renoncé à déchoir les blancs de leur trône et leur avez prêté allégeance.* ».

Lors d'un de ses discours publics à Paris, elle a expliqué qu'il y avait un « *sous-problème juif* » imbriqué au « *problème blanc* ». Comme Alain Soral, elle assimile les juifs à la politique coloniale israélienne (p.51), et entretient une confusion constante entre antisionisme et antisémitisme notamment par la dénonciation d'un « *philosémitisme d'Etat* ». Dans un tweet du 30 mai 2015, le PIR déclare que « *les juifs sont les boucliers, les tirailleurs de la politique impérialiste française et de sa politique islamophobe* ».

Tout au long de son livre, Houria Bouteldja entretient un rapport obsessionnel à Hitler et la Shoah, qu'elle considère comme

« une religion civile européenne » (« le temps du blasphème est venu », affirme-t-elle p.59).

L'essai devient carrément glauque quand elle écrit p.54, toujours au sujet des juifs : « *Après tout, vos renoncements vous regardent. Le pire, c'est mon regard, lorsque dans la rue, je croise un enfant portant une kippa. Cet instant furtif où je m'arrête pour le regarder.* »

2 – Houria Bouteldja et le PIR sont farouchement opposés aux couples mixtes et rejettent le concept de métissage, qu'ils considèrent comme une arme coloniale.

Dans un entretien avec la revue Vacarme, Houria Bouteldja défend à nouveau le « *corps social indigène* » en affirmant que « *la perspective décoloniale, c'est s'autoriser à se marier avec quelqu'un de sa communauté* », avec la centralité absolue du mariage comme modèle de relation de couple. Dans son livre (p.76), elle brosse un tableau apocalyptique des unions mixtes : « *Sait-on combien de nos sœurs se sont suicidées, prises dans le feu de la bataille des deux patriarcats ?* »

La solution qu'elle propose pour rendre possible les mariages mixtes est la conversion religieuse à l'islam, qu'elle considère comme la seule option crédible au rééquilibrage des dominations coloniales dans le couple.

Lien : <http://www.vacarme.org/article2738.html>

3 – Houria Bouteldja et le PIR considèrent que l'homosexualité en tant que catégorie politique comme une arme de la colonisation, utilisée pour diviser le « *corps social indigène* » .

Elle affirme page 81 : « *Les blancs lorsqu'ils se réjouissent du coming-out du male indigène, c'est à la fois par homophobie et par racisme. Comme chacun sait « la tarlouze » n'est pas tout à fait un « homme », ainsi, l'Arabe qui perd sa puissance virile n'est plus un homme. Et ça c'est bien. [...] on ne s'étonnera pas de la compétition*

viriliste et homophobe qui s'installera dans le camp d'en face et qui prendra un plaisir vicieux à surjouer une sexualité fabriquée par le regard colonial ».

C'est tout au long de ce passage qu'elle valide l'idée que le virilisme homophobe puisse être une arme « décoloniale », et qu'assumer son homosexualité puisse être considéré comme une trahison.

Lors d'un passage page 81, elle s'extasie sur l'intervention d'Ahmadinejad à l'ONU où ce dernier affirme « *Il n'y pas d'homosexuels en Iran* » (après qu'il ait été questionné au sujet d'une série de pendaisons publiques). Dans sa grille de lecture anti-impérialiste et décoloniale, elle qualifie cette réponse de « *mensonge artisanal* », de « *mauvaise foi exquise* » face au « *mensonge industriel* » des américains sur le scandale de la prison d'Abou Ghraib.

4 – Houria Bouteldja défend des positions fortement anti-féministes et profondément réactionnaires en ce qui concerne le statut des femmes, quand elle ne s'oppose pas frontalement aux féministes qu'elle accuse dans son livre p.82 de s'attaquer aux « mecs de banlieue » uniquement par « solidarité de race » avec les « hommes blancs ».

Elle n'hésite pas à affirmer à plusieurs reprises que le corps de la « femme indigène » ne lui appartient pas : p.72 : « *Mon corps ne m'appartient pas. Aucun magistère moral ne me fera endosser un mot d'ordre conçu par et pour des féministes blanches. [...] J'appartiens à ma famille, à mon clan, à mon quartier, à ma race, à l'Algérie, à l'islam* ».

Elle dit ainsi à propos du féminisme que « *Nous reprocher de ne pas être féministes, c'est comme reprocher à un pauvre de ne pas manger de caviar.* » (<http://indigenes-republique.fr/pierre-djemila-dominique-et-mohamed/>). Comme si lutte contre le patriarcat était un luxe...

Lors de la soirée de présentation de son livre au lieu dit elle affirme que « *les hommes sont sexistes parce qu'ils sont le produit d'un système patriarcal, tout simplement. Pour les hommes de notre communauté, parce qu'en plus il y a le racisme, ils développent un virilisme sans doute plus accentué.* » Elle considère ainsi que le sexisme des hommes de « *sa communauté* » est le fruit du racisme : « *Comment agir quand la stratégie de survie du dernier consiste à exposer ses pectoraux, à faire étalage de sa virilité ?* ».

Ainsi les seules perspectives de lutte contre le patriarcat pour les femmes « indigènes » seraient de passer d'une part par l'« *allégeance communautaire* » afin d'envoyer un « *message clair à la société blanche* » et par la simple « *négociation entre les hommes et les femmes* ». Elle donne ainsi deux exemples de libération de la femme, l'un étant le port du hijab qui serait « *l'une des expressions de ce compromis* », l'autre étant le mariage avec un homme de sa communauté : « *Le sms d'une copine quand elle s'est mariée avec un homme de sa communauté : « Enfin libre !* ». »

Quelle autonomie laissée aux luttes féministes !

5 – Houria Bouteldja défend une conception interclassiste, essentialiste et délirante de son fameux « corps social ».

Page 26 de son livre, cette attachée commerciale parisienne déclare :

« *Je fais partie de la strate la plus basse des profiteurs. Au-dessus de moi, il y a les profiteurs blancs. Le peuple blanc, propriétaire de la France : prolétaires, fonctionnaires, classes moyennes. Mes oppresseurs. Ils sont les petits actionnaires de la grande entreprise de spoliation du monde.*

Au dessus, il y a la classe des grands possédants, des capitalistes, des grands financiers qui ont su négocier avec les classes subalternes blanches en échange de leur complicité une meilleure répartition des richesses du gigantesque hold-up et la participation

très encadrée au processus de décision politique qu'on appelle fièrement la démocratie »

6 – Houria Bouteldja et le PIR défendent l'alliance avec des organisations réactionnaires nationalistes ou religieuses :

– des groupes comme l'UOIF (qui a lancé des fatwas contre les émeutiers en 2005) et le CCIF, qui compte parmi les principales officines des Frères Musulmans en France, puissante organisation politique, religieuse et conservatrice originaire d'Égypte, dont la ligne politique actuelle est proche du parti Ennahdha en Tunisie et de l'AKP de Erdogan.

– des groupes comme Participation et Spiritualité Musulmane, qui a appelé à la Manif pour Tous, soutient l'Alliance Vita (l'un des principaux lobbys français anti-IVG), et dont l'organisation a assassiné des militants étudiants au Maroc dans les années 90.

– le Hezbollah, groupe islamiste chiite et un parti politique libanais qui combat en Syrie au côté de Bachar el-Assad.

Sur Dieudonné : Lorsque le PIR s'exprime sur Dieudonné, il ne lui reproche essentiellement que son alliance avec Alain Soral, en déniait à la fois ce qui précède sa rencontre avec Égalité et Réconciliation, sur le fait qu'il puisse avoir une pensée propre, comme si ne pouvait être antisémite, nationaliste, homophobe et néo-fasciste que sous l'influence du « blanc soralien ».

Voir p.73 à 85 de l'ouvrage « la fabrique du musulman » de Nedjib Sidi Moussa (éditions Libertalia) :

<https://drive.google.com/file/d/0Bw8s7gWZJrE3dWFNR3NueHV6MkE/view>

Sur l'UOIF :

<https://www.streetpress.com/sujet/1425034331-pourquoi-je-n-irai-pas-au-rassemblement-contre-l-islamophobie-aux-cotes-de-l-uoif>

Sur Participation et Spiritualité Musulmane :

<http://confusionnisme.info/2015/03/03/assez-de-participation-et-spiritualite-musulmanes-dans-nos-lutttes/>

Sur le PIR et Dieudonné :

<http://indigenes-republique.fr/dieudonne-au-prisme-de-la-gauche-blanche-ou-comment-penser-linternationalisme-domestique/>

7 – Le PIR est un parti autoritaire, réformiste, dont le principal objectif est la captation du pouvoir et l’encadrement des luttes :

Toute la stratégie du PIR et du mouvement décolonial se base sur le fait de promouvoir la race comme catégorie politique, en partant du principe qu’il existerait une démarcation consubstantielle entre ce qu’ils appellent la gauche blanche et les « indigènes », regroupés « naturellement » derrière les militants décoloniaux. Plus globalement, ce rôle de représentants de la race se concrétiserait par le fait d’assurer la médiation avec les organisations de gauche, qui ne serviraient pour Houria Bouteldja que les intérêts des blancs (spéciale dédicace aux camarades syndicalistes).

Cet objectif est assumé explicitement dans le point V de leur programme « **Un Parti pour construire une Direction politique indigène** », dans lequel le PIR décrète : « *La constitution d’une identité politique commune des indigènes exige l’existence d’un pôle unifié représentatif.* » qu’ils concrétisent en affirmant que « *Le PIR se donne pour tâche de contribuer à la formation d’une Direction politique unifiée.* »

C’est depuis ces positions qu’Houria Bouteldja et les cadres du PIR tentent de mettre la main sur la mémoire de la guerre d’Algérie, sur les mouvements de l’immigration des années 70, sur la Marche de 83, et les émeutes de 2005 qu’ils tentent de faire passer pour une révolte raciale et décoloniale.

C’est évidemment autour des meurtres policiers que le PIR essaye aujourd’hui de poser son assise sur la mobilisation via le label de « l’antiracisme politique ». Cette hégémonie et cette fonction de récupération politique est d’ailleurs amèrement constatée jusque dans les groupes et les organisations qui partagent ses analyses sur la race et l’oppression coloniale.

<https://quartierslibres.wordpress.com/2017/03/17/tribune-libre-ils-ont-commence-indigenes-ils-sont-maintenant-indigestes-ils-finiront-indignes/>

Contrairement à se qu'il prétend vendre par l'amour, le PIR n'a donc absolument rien de révolutionnaire, comme en témoigne son programme : « *Le PIR a pour objectif politique l'avènement d'une majorité politique contrôlant les principaux leviers institutionnels et déterminée à engager les profondes réformes institutionnelles, sociales, économiques et culturelles, nécessaires pour poursuivre le processus décolonial, dans ses différentes dimensions, et combattre les inégalités raciales.* »

<http://indigenes-republique.fr/le-p-i-r/nos-principes/>

La fonction d'encadrement, elle, est pleinement exprimée dans le point suivant : « *Le PIR agit pour former et développer un réseau de cadres et de militants politiques aguerris, sérieux, responsables, créatifs et disciplinés.* »

C'est dans cette idée que le PIR a embauchée une société de sécurité privée pour encadrer la Marche pour la Justice et la Dignité du 19 mars 2017. Ce n'est pas une pratique nouvelle : en novembre 2015, durant la Marche pour l'Égalité et la Dignité (annoncée à l'occasion des dix ans du PIR), Houria Bouteldja et les membres du MAFED avaient déjà embauché une société privée pour faire le service d'ordre du cortège.

Dans une émission radio internet au sujet de la Marche de 2015, Stella Magliani-Belkacem (soutien inconditionnel du PIR dont elle a préfacé l'ouvrage de lancement aux éditions la Fabrique) le clame d'ailleurs haut et fort : « *Il n'y pas plus légaliste que nous, on marche en rangs serrés !* »

(minute 53 :

<https://soundcloud.com/user28001656/marche-de-la-dignite-kiye-mis-et-stella-magliani-belkacem-chez-bienvenue-chez-oam-radio-fpp>)

Pour toutes ces raisons, nous appelons à critiquer et s'opposer le plus largement possible à l'intervention d'Houria Bouteldja et des membres du PIR à Rennes 2, ainsi que dans les espaces où le mouvement s'organise.

Des révolutionnaires rennais

[03.05.2017]

PS : Nous pouvons mettre en ligne l'intégralité des pages que nous citons, afin de prouver que ces phrases ne sont en aucun cas « sorties de leur contexte ».

**« Les Indigènes de la République réclament le droit d'être des flics
comme les "blancs" »**

EXTRAIT de l'émission « Le sous-fascisme, cour des miracles de l'ultra-réaction institutionnalisée » sur Radio Libertaire le 24 novembre 2009.

Cet EXTRAIT (19 min) cible en particulier les Indigènes de la République et affidés.

« Le sous-fascisme, cour des miracles de l'ultra-réaction institutionnalisée »

Une émission sur la mouvance « sous-fasciste », les convergences entre l'extrême gauche et l'extrême droite via l'« antiracisme », l'« anti- » et « alter-impérialisme », l'« anti-sionisme », l'« anti-colonialisme »...

ÉCOUTER/TÉLÉCHARGER L'EXTRAIT (19 MIN) :
<https://archive.org/details/sous-fascisme-extr>

Emission complète (85 minutes) :
<https://www.youtube.com/watch?v=x06wpsUs9bY>

Indigènes de la République : derrière le « féminisme islamique », le racisme et le patriarcat

Les groupes anti-avortement dans leur propagande destinée au grand public mettent en avant la question du statut du fœtus, qu'ils assimilent à un être vivant, pour justifier leur combat contre un droit essentiel pour toutes les femmes, qu'elles en fassent ou non usage dans leur vie.

Ce mensonge sur le fœtus leur permet de contrecarrer l'attachement très fort des femmes à la liberté de disposer de leur propre corps : la plupart des mouvements contre l'avortement ne veulent pas se montrer comme des ennemis de la liberté, et la présentation de l'IVG comme le meurtre d'un autre être vivant leur permet de justifier idéologiquement l'interdiction éventuelle de l'avortement. Les femmes ne sont pas des objets, « d'accord », dira le militant d'extrême-droite « mais le fœtus non plus ».

En réalité, un des fondements idéologiques et pratique de l'opposition à l'avortement est tout autre : ses partisans en France, sont tous également des idéologues racistes pour qui le monde est divisé en « civilisations » ou en « races », engagées dans une guerre à mort. Dans cette guerre, la question démographique est essentielle à leurs yeux. La femme est l'outil nécessaire de la reproduction et son corps ne peut lui appartenir, il appartient au « peuple », ou à la « communauté ».

La plupart des militants d'extrême droite qui se battent contre l'IVG ont naturellement suffisamment de culture scientifique pour savoir que le fœtus n'est pas un être humain.

Mais ils savent que le mouvement de libération des femmes a créé partout la prise de conscience, l'autonomie, et que la domination patriarcale a marqué le pas : des femmes aujourd'hui, partout dans le monde, ne se vivent plus comme redevables de quoi que ce soit à ceux qui les oppressent, et ne se sentent plus le devoir d'être de simples machines à produire les futurs soldats.

D'un côté, les fascistes ne mettent donc pas nécessairement en avant la sauvegarde de la « civilisation blanche » ou « européenne » dans leur liste d'arguments contre l'avortement. De l'autre, la plupart d'entre eux ont aussi une propagande raciste ouverte, et n'hésitent pas à présenter les femmes des peuples considérés comme inférieurs comme uniquement préoccupées de « pondre des mômes » pour que « leurs hommes » gagnent la guerre par la seule force du nombre.

Rien de neuf sous le soleil du racisme occidental. Mais l'intégration d'une partie des personnes issues de l'immigration dans la petite-bourgeoisie dominante a eu lieu depuis quelques années déjà, cette conception essentialiste de la « femme orientale », de la poule pondeuse et heureuse de l'être a trouvé de nouveaux défenseurs inattendus, issus de la gauche, et qui ont la particularité de se réclamer anti-colonialistes et féministes.

Et notamment les Indigènes de la République, et leur porte parole *Houria Bouteldja*.

Houria Bouteldja s'est toujours définie comme féministe : cependant, on aura bien du mal à trouver dans ses discours et ses interventions publiques ce que signifie positivement son féminisme. On trouvera des critiques, parfois justifiées, contre le féminisme bourgeois et ses dérives racistes, notamment à propos du port du voile. On trouvera aussi dans les collaborations des Indigènes avec Christine Delphy des développements sur ce qu'ils appellent les féministes « *blanches* ».

Mais Houria Bouteldja a récemment participé à un colloque sur le « *féminisme islamique* » en Espagne.

Dans son intervention, on cherchera en vain une définition du féminisme islamique ou du « *féminisme décolonial* » dont elle se revendique.

De fait ses propos dans le cadre de ce colloque sont clairs : pour elle, être féministe « *décoloniale* », c'est ne pas répondre à certaines questions. Car ce sont les questions qui posent problème...

Par exemple : se demander si le féminisme est compatible avec l'islam, c'est déjà être impérialiste et faire comme les journalistes « *français* », alors Houria Bouteldja ne se pose pas la question.

Intellectuelle de la petite bourgeoisie française, Houria Bouteldja ne peut en fait pas réaliser que les questions que l'on se pose ou pas sont liées à notre statut dans le réel : le féminisme n'est pas une posture idéologique qu'on choisit ou pas, mais une réponse à une oppression immédiate en premier lieu. Grâce aux combats des femmes des siècles passés, Houria Bouteldja n'a pas à se poser la question : elle a accès à la contraception et à l'IVG, elle peut vivre sa vie et notamment voyager, assister à des colloques et y prendre la parole.

Ce n'est pas le cas de toutes les femmes sur toute la planète, évidemment.

Et toutes les femmes, sur toute la planète n'ont pas accès aux mêmes choix que Houria Bouteldja : l'IVG par exemple est interdite et réprimée dans de nombreux pays. Et même dans ceux où elle est autorisée, y accéder est souvent une autre affaire, notamment en France, notamment pour les femmes prolétaires.

Etre féministe, ce n'est pas imposer l'usage de l'IVG aux femmes, ce n'est pas non plus ériger un modèle de comportement social en référence absolue. C'est simplement se battre pour que toutes les femmes puissent choisir.

C'est aussi poser une solidarité universelle avec toutes les femmes : non pas pour dire « toutes pareilles », mais pour faire en sorte que nous soyons tous égaux.

Or, dans ce colloque, Houria Bouteldja définit son « *féminisme* » de manière totalement inverse : selon elle, toutes les femmes de la planète ne vivent pas dans le « *même espace-temps* ». Et ne pas le reconnaître, c'est s'ingérer de manière impérialiste.

La porte-parole des Indigènes de la République donne donc un exemple de l'ingérence : celle de militantes « *occidentales* » en

voyage en Palestine qui ont demandé à des femmes si elles avaient accès à l'IVG.

Cette question est selon Houria Bouteldja une ingérence parce que « *Les palestiniennes ne comprenaient même pas qu'on puisse leur poser ce genre de questions tellement selon elles l'enjeu démographique en Palestine est important. Leur perspective est tout à fait autre. Pour beaucoup de femmes palestiniennes, faire des enfants est un acte de résistance face au nettoyage ethnique israélien.* »

Les Indigènes de la République se sont fondés notamment sur l'idée que la parole des « *néo-colonisés* » en France était confisquée par les « *élites blanches de la gauche* » et qu'elle devait être reprise par les principaux concernés.

Mais on voit ici que ce n'est pas la confiscation de la parole aux concernées en général qui leur pose problème : dans un colloque féministe, Houria Bouteldja n'hésite pas à parler à la place d'autres femmes , « *les* » palestiniennes, en se fondant sur un récit qui lui a été faite par une non-palestinienne sur *UNE* discussion avec *DES* femmes palestiniennes.

Dans la tête de Bouteldja, il y a donc sur cette planète des femmes qui ont le droit de s'exprimer en leur propre nom et d'autres qui peuvent très bien être « représentées » par d'autres.

Il y a des femmes qui peuvent très bien se définir collectivement contre la société dans laquelle elles évoluent, qui peuvent remettre en cause l'« *espace-temps* » qu'on leur impose, faire vivre une contre-culture collective et individuelle.

Houria Bouteldja prétend refuser l'intégration à la société occidentale dans laquelle elle vit et la soumission à ses normes oppressives, elle revendique le droit d'être une « *Indigène de la République* » et pas seulement une « *française* ».

Mais ce droit à l'auto-détermination, elle ne le reconnaît pas à toutes les femmes : dans d'autres « *espaces-temps* », par exemple en Palestine, les femmes sont « *les* » Palestiniennes, et la résistance

des femmes en Palestine, c'est....faire des enfants et répondre à l'enjeu démographique, point barre.

Soit très exactement ce que les dominants de la société où elles vivent leur demandent de faire. Soit très exactement ce que leur environnement sociologique immédiat leur impose par la propagande et aussi par la contrainte.

Il n'y pas un modèle fasciste qui n'impose l'oppression brutale, le patriarcat, et la négation de tout droit individuel sans s'appuyer sur la justification de la guerre. Cette guerre la plupart du temps n'est même pas une invention, car sous le règne du capitalisme, le monde entier est en guerre perpétuelle.

Pour autant, l'existence des guerres, des agressions contre une population ne justifient pas les agressions et la domination exercée par des membres de cette population contre d'autres membres de cette population.

En Palestine, les femmes qui résistaient activement à l'occupation israélienne ont été les premières victimes du Hamas : le mouvement féministe palestinien était dans les années 70 bien plus puissant et bien plus en pointe que dans de nombreux pays européens.

Le Hamas l'a attaqué et détruit physiquement, imposé la terreur et désigné les femmes qui lui résistaient comme des « *collabos* ».

Dans l'espace-temps d'Houria Bouteldja, ceci n'a jamais existé : **il y a des pays où les femmes n'ont pas d'histoire.** Dans le discours de Bouteldja, « *les* » palestiniennes sont un groupe homogène, a-historique où les individus ne sont qu'un objet au service d'un objectif « *global* », la « *Résistance* », comme les *Indigènes de la République* appellent le *Hamas*.

A tout observateur objectif, ce discours de la porte-parole des Indigènes de la République en rappelle un autre : celui du colonisateur « humaniste » des siècles passés, celui qui se fondait sur le mythe du Bon Sauvage. Pour contrecarrer les critiques et les com-

bats des premiers anticolonialistes qui dénonçaient l'état de misère matérielle et morale dans laquelle vivait l'immense majorité des populations des pays envahis, certains colonialistes expliquaient que les dites populations souhaitent vivre de cette manière, dans « *le respect de leurs traditions* »...traditions qui n'incluaient naturellement pas l'accès à l'électricité ou au contrôle des naissances par exemple.

D'ailleurs le droit imposé par les coloniaux a le plus souvent été non seulement un droit répressif féroce, mais également la reconnaissance de certaines « *coutumes* », notamment en droit civil, donc en ce qui concerne la gestion des rapports sociaux au quotidien, ce qui incluait notamment le statut de la femme et des règles oppressives. Le tout au nom du respect des « *sociétés indigènes* ». Le plus souvent ce droit civil se référait à l'ordre religieux.

L'ethno-différentialisme n'est donc pas d'invention récente, et ce que dit Houria Bouteldja n'est pas particulièrement original.

C'est tout simplement la parole raciste et sexiste classique, la même que celle du Bloc Identitaire ou des groupes anti IVG.

Elle permet notamment d'exercer une contrainte supplémentaire sur les femmes qui cherchent à se battre et à se libérer : si intégrer la norme patriarcale est un acte de Résistance, alors à l'inverse, la combattre est une collaboration avec l'ennemi.

Objectivement, ceci est totalement faux : par exemple, le pouvoir israélien couvre les crimes d'honneur commis sur les territoires qu'il contrôle, arguant le plus souvent qu'il s'agit d'affaires que les arabes doivent régler entre eux. Les féministes palestiniennes pourchassées par le *Hamas* sont criminalisées comme n'importe quelles autres résistantes par la police et l'armée israélienne.

Mais le rôle international de groupes comme les *Indigènes de la République* est important, car il s'agit bien d'isoler de toute solidarité extérieure ces femmes qui se battent à la fois contre la domination du pouvoir israélien **et** contre le patriarcat.

En propageant l'idée qu'il y aurait des « espaces temps » différents, on propage aussi l'idée que la libération antisexiste n'est pas à l'ordre du jour pour certaines femmes.

Et pourquoi s'arrêter aux Palestiniennes ? Après tout, les « Indigènes », les femmes issues de l'immigration en France vivent-elles dans le même espace temps que les « blanches » ?

Peuvent-elles se comprendre, toute discussion commune n'est-elle pas une ingérence d'un côté, une trahison de l'autre ?

Les Indigènes ont déjà commencé à présenter les choses de cette manière dans les luttes : certes, les dirigeantes comme *Houria Bouteldja* n'hésitent pas à s'allier avec les mouvements féministes post modernes les plus radicaux, et s'offrent le soutien d'intellectuelles comme *Christine Delphy*, mais pour mieux acter la séparation : il n'est pas question de revendications et d'approches communes, mais au contraire d'alliance au sommet, tandis qu'à la base, les unes défendent **leur** sexualité post genrée et les autres **leur** droit à porter le voile.

Chacun son pré-carré et les vaches à lait seront bien gardées.

Mais arabe ou pas, *Houria Bouteldja* est juste le produit de la classe moyenne de culture française, dont elle partage le statut social et le glissement global vers des valeurs réactionnaires, différentialistes et racistes.

Travailler avec les Indigènes de la République, pour une féministe, c'est la même chose que travailler avec n'importe quel groupe religieux ou politique opposé à l'avortement.

luftmenschen.over-blog.com

(20-03-2011)

Déchiquetage de l'idéologie PIRiste à partir d'une critique du livre d'Houria Bouteldja

Déchiquetage de l'idéologie PIRiste à partir d'une critique acérée du livre « Les Blancs, les Juifs et nous » – d'Houria Bouteldja

Extrait des Émissions :

Pour une critique de l'idéologie IDENTITAIRE

A écouter et méditer avant de relayer et soutenir le PIR et ses affi-
dés....

ÉCOUTER/TÉLÉCHARGER LE DÉCHIQUETAGE [87 min]:

<https://soundcloud.com/vosstanie/dechiquetage-de-lideologie-piriste-critique-du-livre-dhouria-bouteldja>

Radio Vosstanie

[18.06.2016]

Le PIR : les Pompiers Inattendus de la République

La longue marche du PIR dans les institutions

Même si le PIR est insignifiant dans les « quartiers », son travail idéologique sophistiqué de construction d'un nouveau grand récit correspond à la situation qui y prédomine maintenant, comme représentation de celle-ci : « Depuis le milieu des années 1970, nous pouvons distinguer trois configurations successives, trois âges de la banlieue : un monde désorganisé mais encore proche ; des territoires requalifiés par les trafics et violences urbaines ; *un univers marqué par la fermeture et la sécession* (souligné par nous). » (Michel Kokoreff et Didier Lapeyronnie, *Refaire la cité, l'avenir des banlieues*, éd. Le Seuil, p. 17).

A la suite des émeutes de 2005, ce qui n'est encore que le MIR (Mouvement des Indigènes de la République) publie une déclaration dont nous donnons un extrait : « Les jeunes des quartiers expriment leur révolte de manière spectaculaire et disent : « Nous n'avons pas d'autre moyen de nous faire entendre ». Face à une violence sociale et institutionnelle insupportable, leur révolte est plus que légitime : elle est salutaire. Elle constitue une réaction politique. (...) Ce qu'exige la jeunesse des cités, c'est d'être reconnue dans sa dignité, c'est de pouvoir vivre dans l'égalité et le respect. Il s'agit d'une exigence politique et sociale élevée, juste dans son principe, et à laquelle il est nécessaire de répondre politiquement. (...) Nous exigeons la mise en place d'une politique résolue de lutte contre les discriminations dans tous les domaines et des mesures immédiates contre la précarité, le chômage, et la ghettoïsation : la création d'emplois stables et valorisants, tant publics que privés ... » (*Non au couvre-feu colonial* – novembre 2005 – , in Houria Bouteldja et Sadri Khiari, *Nous sommes les Indigènes de la République*, éd. Amsterdam, pp. 101-102-103). A propos de ces émeutes Khiari, déclare : « On était réellement convaincu qu'une explosion de cette ampleur, gi-

gantesque, ne pouvait être qu'un tournant majeur dans la situation politique en France. Et en même temps nous avons une certaine prudence dans la mesure où l'on voyait bien que la révolte se développait de manière anarchique, à l'image du faible niveau d'organisation dans les quartiers populaires. On voyait qu'en elle-même la révolte n'avait pas les forces de proposer, de développer un projet politique. » Ce à quoi Bouteldja ajoute : « je crois qu'on a surestimé la capacité du mouvement et de la politisation qui l'a accompagné à déboucher rapidement sur l'apparition d'une génération militante plus organisée » (*op. cit.*, p. 98). Il est évident que quand des émeutiers s'attaquent, comme en 2005 à tout ce qui les définit, ce n'est pas pour, le lendemain, s'organiser dans la revendication de ce qui les définit, mais ça le PIR va s'en charger.

« A révolte politique réponse politique » proclame la résolution en exigeant la démission du ministre de l'intérieur de l'époque (Sarkozy). Il y a du Luther King dans le PIR, cette façon de ne parler que de domination, de dignité et de droits politiques et la volonté de se positionner en interlocuteur responsable.

La réponse politique c'est d'être les « Pompiers de la République ». Dans un « Entretien » (non daté) Khiari ajoute : « Au sein des quartiers populaires, il y a notamment la volonté d'une représentation, surtout à l'échelle municipale : c'est le signe d'un retournement positif (souligné par nous) de situation après les révoltes de 2005 et les mouvements qui ont suivi dans certains quartiers. » (*op. cit.*, p. 339). Mais rien n'est simple surtout quand on fait de la politique et que l'on veut s'imposer comme l'Organisation Représentative : « Les lignes du rapport de force ne sont plus ce qu'elles étaient avant la révolte de 2005. La répression et les manœuvres du pouvoir blanc n'ont pas éteint la colère ni obtenu la soumission des quartiers, et si certains militants se sont « vendus », la majorité de ceux qui aujourd'hui espèrent trouver des raccourcis en collaborant avec les mairies et les partis blancs pour obtenir une amélioration de la situation de leur communauté pourraient s'insé-

rer dans une autre démarche si une perspective politique indigène crédible à l'échelle nationale s'ouvrait. » (Bouteldja et Khiari, *L'évolution en ciseaux des champs de l'antiracisme*, in *op. cit.*, p. 366).

La première étape consisterait à chapeauter toutes les associations de terrain existantes qui pour l'instant se montrent on ne peut plus rétives même si « la constitution d'une identité politique commune des indigènes exige l'existence d'un pôle unifié représentatif » (PIR, *Principes politiques généraux*, *op. cit.*, p.267). Ensuite : « Le PIR a objectif politique l'avènement d'une majorité politique contrôlant les principaux leviers institutionnels et déterminée à engager les profondes réformes institutionnelles, sociales, économiques et culturelles nécessaires pour poursuivre le processus décolonial, dans ses différentes dimensions, et combattre les inégalités raciales. » (*idem*, p. 265). Là, les choses, déjà pas simples, se compliquent car le PIR se voit jouer dans la cour des grands : « Il ne saurait il y avoir de progrès dans la lutte contre le racisme institutionnel si ceux qui en sont les principales victimes sont exclus des sphères de contrôle, de décision et de conception. Ils doivent y être présents en toute autonomie. Tout cela pose évidemment la question de leur auto-organisation mais aussi le problème immense de *leur représentation politique dans le champ institutionnel* (souligné par nous). (...) Il y a des mesures à prendre pour faciliter l'accès des indigènes aux instances de représentation et d'autorité. » (Sadri Khiari, *Le PIR est avenir*, in *op. cit.*, p. 257). Il s'agit « d'accéder aux sphères décisionnelles de l'Etat » (Khiari et Bouteldja, *op. cit.*, p. 226). Toute la réalité du PIR pourrait se résumer en une formule à l'adresse de l'Etat : « cooptez nous et on vous garantit la tranquillité ». Toute proportion gardée, la démarche est formellement la même que celle du PC et de la CGT après la Seconde Guerre, avec, au besoin, le même discours « radical » pour crédibiliser la nécessité de la reconnaissance (L'URSS en moins, mais Al Qaida et Daesh, en plus).

Il faut alors mettre en place une « politique indigène, crédible et autonome » en utilisant les élections et en constituant une « al-

liance hégémonique ». Il s'agit de « mettre en oeuvre une politique où nous sommes au pouvoir, et en même temps qu'à l'intérieur de ce pouvoir nous constituons un contre-pouvoir autonome. (...) Comment être dans des instances de pouvoir – ça comporte toutes les instances du pouvoir, des institutions municipales, cantonales, régionales, jusqu'au législatif et à l'exécutif, etc. – avec des forces politiques blanches ? Quel type d'alliance stratégique pouvons-nous espérer construire ? » (Khiari et Bouteldja, *Construire une majorité décoloniale*, in *op. cit.*, p. 393). Avec quelques hésitations la réponse va suivre : « Il faut être en mesure de développer un programme qui réponde tant à notre volonté et à nos intérêts qu'aux problèmes que vivent une majorité de Français blancs. Et sur ces questions, nous n'avons pas aujourd'hui de réponse et je ne sais pas si nous pouvons avoir de réponses claires à court terme. Il nous semble cependant que, lorsque nous observons par exemple la politique que mènent un certain nombre d'organisations de gauche ou d'extrême gauche aujourd'hui, il y a une dimension fondamentale occultée et qui concerne des couches populaires très larges : les questions culturelles, spirituelles, d'histoire, de mémoire, de traditions – de dignité plus généralement. Toutes ces questions sont vues avec un mépris formidable par les courants à gauche de la gauche, le plus souvent hyper-économistes. (...) La question centrale à gauche de la gauche est uniquement économique. Or la population française indigène comme non-indigène subit une dégradation, pas seulement de ses conditions de vie économique, mais également de tout son environnement de vie, d'une destruction des cultures, des savoirs populaires, des traditions, de la citoyenneté, de nombre de liens sociaux qui ne peuvent pas se résoudre uniquement par la nationalisation des moyens de production et la planification fussent-elles étatiques ou autogérées. » (*idem*, pp. 396-397). L'alliance de la crèche de Noël et de la barbe, celle de l'abrivado et du méchoui est déjà effective, pourvu que l' « indigène » ne soit là que pour faire tourner la bête.

Le clin d'oeil à une large partie de l'électorat du Front National, sur les thèmes mêmes que ce dernier agite en les reprenant tels quels à son compte est évident. Si l'on suit la pensée de Sadri Khiari, il s'agit pour le PIR de se situer sur le même terrain (en voulant le retourner à son profit) que celui qu'il qualifie de « contre-révolution coloniale ». Parlant de la victoire électorale de Sarkozy en 2007, Khiari écrit à propos du « consensus stratégique » qui a assuré son succès : « Il s'est appuyé – et a entretenu – la résistance populaire blanche à l'intérieur même des frontières hexagonales. Si l'idéologie de la « guerre des civilisations » rencontre un tel écho en France c'est, comme on l'a vu, parce que les masses blanches hexagonales sont confrontées dans leur environnement immédiat aux progrès de la Puissance indigène. Associés à la poussée indigène « à domicile », la détérioration de leur condition sociale, le chômage, le délitement de la citoyenneté, l'érosion de leurs repères culturels, la dégradation de leur statut symbolique en tant que Français et Blancs leur paraissent plus ou moins confusément comme la conséquence d'une pression indigène à l'échelle mondiale. » (Khiari, *La Contre-révolution coloniale en France*, éd La Fabrique, p.212). Khiari perçoit finement que, pour les « classes populaires », avec « *la décomposition de la puissance politique indépendante de la classe ouvrière et des organes qui la représentent, ce qui se joue ce n'est pas seulement le démantèlement des acquis sociaux, c'est en même temps leur statut de citoyen* » (*idem*, p.187). Cela sous toutes les formes de la citoyenneté, y compris « leur *dignité en tant que communauté de travailleurs* » (*idem*). Les héritiers de Sarkozy (après son éviction de la primaire de la droite – novembre 2016) ne sont pas en reste : Laurent Wauquiez se vante d'avoir installé une crèche dans son conseil régional d'Auvergne-Rhône-Alpes : « Sur l'énergie, sur les valeurs, j'assume quelque part d'être le premier héritier du sarkozysme. La force de Sarkozy était de pouvoir parler aux classes moyennes, aux ouvriers et aux petits retraités sans se laisser enfermer. Moi non plus je ne veux pas d'une droite des élites. » (*Le*

Monde du 21 décembre 2016). Sur le terrain de la dignité de « la France qui travaille » le combat sera rude.

C'est avec cette situation qui relie conflictuellement, mais les relie quand même, étranger-immigré et politique, situation où les conflits de classes sont investis (tant du côté des « nationaux » que des « immigrés » éternisés en tant que tels), au travers de toute une série de médiations, d'une dimension politique et idéologique, que le Parti des Indigènes de la République (Mouvement des Indigènes de la République – MIR – jusqu'en février 2010) est en phase et peut développer son activité *d'entrepreneurs en racisation*. Activité dont le but avoué est de résorber les conflits sociaux en se constituant en représentant légitime vis-à-vis de l'Etat et dans l'Etat de cette partie de la population que l'on aura « réussi » à délimiter et définir de façon *unidimensionnelle* : « Oui, il y a des Théorie communiste contradictions en notre sein (Noirs/Arabes, hommes/femmes, croyants/non-croyants, différence de classes sociales) mais elles doivent être traitées en interne. Sinon, elles seront instrumentalisées. Notre premier pas est d'en prendre le contre-pied et d'affirmer nos solidarités de quartiers, nos solidarités familiales, nos solidarités communautaires » (Houria Bouteldja, *D'abord nous devons nous aimer*, in Khiari et Bouteldja, *Nous sommes les Indigènes de la République*, éd. Amsterdam, p. 309). Si nous parlons un peu longuement du PIR, il faut préciser que le PIR n'est pas notre ennemi, au sens où nous nous situerions dans une concurrence avec lui sur la « représentation » du prolétariat au nom d'une unité totalement imaginaire de « La Classe ». Cela parce que nous considérons la segmentation raciale du prolétariat et généralement la constitution des identités raciales sociales sur l'ensemble de la société comme une *construction objective* dans le jeu des catégories du mode de production capitaliste (voir seconde partie). Si nous nous intéressons aux thèses développées par le PIR c'est parce que, quel que soit leur impact réel sur les populations racisées, elles sont un symptôme de la situation actuelle de cette construction raciale dans la mesure où

elles entérinent le passage à la culturalisation et l'essentialisation et où elles en font leur fonds de commerce.

C'est dans l'efficacité de l'idéologie à découper et *personnifier* des processus sociaux que les Indigènes apparaissent comme des *entrepreneurs en racisation* (producteurs de sujets), comme il y a des entrepreneurs en nationalisme : une élite cherchant à constituer et délimiter une population sous un mode *politiquement représentable* dans l'Etat, pour en être les « parrains » (heureusement sans grande efficacité jusqu'à maintenant). On peut discuter à propos du PIR de la réalité de son homophobie, de son antisémitisme et de sa « compréhension complaisante » du « pro-Saddam » pendant la guerre du Golfe, mais ce qui est sûr c'est que le PIR fait tout pour qu'on en discute. Si l'on ajoute à cela l'*indiscutable* mise au rencart des luttes féminines etc., il ne s'agit pas de « dérives », ce qui présume un point de départ plus ou moins « sain », ces positions sont constitutives de l'activité d'entrepreneurs en racisation qui est la raison d'être du PIR. Le « bon sujet » doit être unidimensionnel. Ils découpent même un segment particulier dans la population « immigrée » sous le vocable de « postcolonial » ^[52]. Il leur faut définir une identité *essentielle*, une identité « épaisse » comme écrivait Pap Ndiaye reprenant une distinction proposée par le sociologue américain Tommie Shelby : « Shelby distingue une identité noire *épaisse* (*thick blackness*) d'une identité noire *fine* (*thin blackness*). Par identité épaisse, il signifie une identité fondée sur une culture, une histoire, des références communes, une langue qui marquent une différence nette entre ceux qui en sont les porteurs et les autres. L'identité *épaisse* renvoie à des groupes circonscrits, en quelque sorte intentionnels, qui ne procèdent pas d'injustices subies mais sont appuyés sur des éléments de culture communs. Quant à l'identité *fine*, elle délimite un groupe qui n'a en commun qu'une

[52] C'est une expérience commune actuelle qui est appelée « postcoloniale » et se trouve métamorphosée en « identité épaisse ». Ce sont les conditions présentes qui vivifient les héritages historiques et leur donnent sens.

expérience de l'identité prescrite, celle de Noir en l'occurrence, qui a été historiquement associée à des expériences de domination subie, et qui peut s'accompagner de la conscience du partage de cette expérience. » (Pap Ndiaye, *La Condition noire, essai sur une minorité française*, éd. Folio, pp. 56-57).

Cette distinction fait écho à la critique menée par Mélusine dans *Bouteldja, ses soeurs et nous* (sur le net), et l'appréhension de la « race » qui est la sienne ^[53]. Rien de surprenant à ce que Sadri Khiari (principal théoricien du PIR avec Houria Bouteldja) se livre à une critique frontale du livre de Ndiaye sous le titre (assez drôle, il faut le reconnaître) : *Pap Ndiaye tire à blanc* (in Houria Bouteldja et Sadri Khiari, *Nous sommes les Indigènes de la République*, éd. Amsterdam). Khiari écrit « J'aurais même tendance à penser que « l'identité fine » n'est qu'une vue de l'esprit qui n'existe pas dans la réalité » (*op. cit.*, p. 297). Pourtant dans le même texte : « Prolétariésés en France depuis peu ou depuis très longtemps, l'écrasante majorité des Noirs, et notamment les générations nouvelles nées en métropole, vit dans des quartiers populaires et c'est là que se prolongent et se reconstruisent ses identités, celle qui est particulière à chaque collectivité d'origine, celle qu'elle partage avec d'autres communautés, pas nécessairement noires, et celle qui lui est propre en tant que noire. » (*idem*, p. 299). Cependant, même s'il ne reste plus grand-chose de l'identité « épaisse » dans cette présentation, l'« économisme » demeure le grand adversaire à abattre des entrepreneurs en culturalisation ethnique. Cette culturalisation dont « la fabrique du musulman » constitue un sommet n'est pas pour déplaire à tout le monde comme le montre le corpus idéologique du PIR dont une cible principale devient « l'économisme », reprenant

[53] « Contrairement à ce qu'elle [Bouteldja] croit, ce n'est ni le sang, ni l'identité, ni la culture qui rassemble les racisés, c'est une condition partagée : une condition matérielle, car les processus de racialisation qui nous constituent en groupe n'ont que faire de nos individualités. » (Mélusine, *op. cit.*).

ainsi la construction que le « pouvoir blanc » (pour utiliser ce lexique) a imposée à la révolte et aux conflits sociaux.

Vive la culture, haro sur l'économisme

Dans un entretien de 2015 (à l'occasion des 10 ans du PIR), intitulé *Nous avons à nous libérer de la modernité* (sur le site du PIR), Sadri Khiari appelle à renoncer au « dogme économiste » au profit de la lutte contre la « modernité » qui pourrait fédérer avec les « Indigènes » une « majorité de Blancs qui subissent mille formes d'oppression » : « Les points aveugles de la gauche doivent être nos points de clairvoyance. Elle se casse la tête contre le mur de l'économisme, nous contourons l'économisme. Nous creusons des tunnels qui traversent la gauche et la droite et jusqu'à l'extrême droite. (...) la question de la dignité me semble ainsi une porte d'entrée trop négligée jusqu'à présent par la gauche. » N'ayant absolument pas l'intention de bouleverser les rapports de production, se fixant pour objectif d' « être partie prenante de l'Etat » (*ibid*), se référant aux « Afro-Américains cherchant à promouvoir un capitalisme noir » (*ibid*), le PIR doit absolument autonomiser les sphères politique, juridique et idéologique. S'il est faux de rabattre et de dissoudre ces instances comme simple reflet ou traduction des rapports de production, il l'est encore plus de les absolutiser (le terme de « faux » ne ramène pas à un fait de conscience ce qui est dans l'un et l'autre cas une démarche politique).

Le monumental rapport de Gunnar Myrdal sur le racisme aux Etats-Unis, publié par la fondation Carnegie en 1944 (résumé critique dans Daniel Guérin, *De l'oncle Tom aux Black Panthers*, éd. Les bons caractères 2010, pages 25 à 31, première édition 10/18, 1973) conclut qu'il n'y a « aucune raison, aucune possibilité d'expliquer le statut de caste du Noir dans la société américaine en prenant comme base le facteur économique ». Critiquant cette conclusion, Guérin écrit : « Myrdal mettait utilement l'accent sur ce que les mar-

xistes appellent la « superstructure », c'est-à-dire le reflet dans la conscience humaine des conditions matérielles produites par la société. Pour comprendre le problème noir, en effet, il est nécessaire, à la fois, de saisir le mécanisme complexe qui a engendré le préjugé racial, et de présenter la maladie mentale dont sont affligée les Blancs comme ayant pris, à la longue, une existence autonome. (...) Un Afro-Américain qui n'était pas un marxiste mais tout bonnement le président d'un syndicat ouvrier, Willard S. Townsend, a rétabli l'ordre des facteurs renversé par Myrdal : « Les inégalités dans notre système économique, écrit-il, ne sont pas le produit de préjugés individuels ou de préjugés collectifs stéréotypés. Les préjugés stéréotypés résultent de ces inégalités ou en sont simplement les sous-produits » » (*idem*, p. 31). Notre propos ici n'est pas de commenter ce que Guérin entend par « superstructures » comme « reflet » et « conscience », mais de souligner qu'il cerne ce que l'on peut appeler une « autonomie relative ».

Dans le difficile concept d'*autonomie relative*, le terme de « relatif » ne signifie pas : c'est un peu « dépendant » (déterminé) et un peu « libre ». Les idéologies, le droit, etc. sont totalement indépendants et fonctionnent selon leurs règles propres dans le champ ou l'instance qu'ils délimitent. C'est ce champ, cet espace d'action, qui sont *déterminés* dans leur existence même en tant que champs particuliers (comme idéologie, droit, etc.). C'est par exemple le fait qu'il existe du droit qui est déterminé par les rapports de production, mais à l'intérieur de cet espace produit, le droit est autonome et fonctionne selon ses propres règles. Il est même presque ordinaire que les conflits à l'intérieur des rapports de production opèrent sous ces diverses idéologies. C'est cela l'*autonomie relative* (il peut exister des juges, des journalistes, des curés honnêtes et même des enseignants qui ne sont pas aux ordres des patrons, ils sont néanmoins des juges, etc.)

La guerre contre « l'économisme » n'est pas la reconnaissance de l'autonomie relative de ces instances, en effet, comme les libé-

raux américains de la Fondation Carnegie si l'on veut faire de la politique, délimiter des identités à représenter, il faut donner à ces instances idéologiques une indépendance *absolue* et même la *préséance* (il a même été possible à une certaine époque maintenant révolue de faire de la situation ouvrière une identité ouvrière). Il faut parler de dignité, de droits, de représentation politique. Entre la force d'inertie de la situation coloniale expliquant tout et le « préjugé » de Myrdal, la différence n'est pas bien grande. Regardons ce que fait Khiari de la « dignité » dont il vient de nous parler quand il s'agit de la « Révolution tunisienne » de 2011. « De mon point de vue, une analyse de la révolution tunisienne en termes strictement socio-économiques est impuissante à en cerner la *dynamique profonde* (souligné par nous). (...) Pour comprendre ce consensus (anti Ben Ali), il faut faire appel à une notion difficile à cerner, souvent négligée, mais qui pourtant, semble au coeur des nombreux mouvements de révoltes : la dignité. » (Khiari, *La révolution tunisienne ne vient pas de nulle part*, 15 janvier 2014, sur le site du PIR).

Nous nous autorisons ici une petite digression théorique qui viendra compléter ce que nous disions de l'autonomie relative. Pourquoi les rapports sociaux de production sont-ils la « dynamique profonde » ? En effet, personne ne contestera parmi les politiques, les « idéalistes », etc. que pour mettre au premier plan la politique, la religion, l'idéologie, etc. les individus doivent d'abord tout simplement vivre, produire leurs moyens de subsistance et leurs instruments de production (cf. Marx, *Idéologie Allemande*). Mais, ce n'est pas simplement cela, ce que tout le monde admet, qui fait des rapports de production la « dynamique profonde », c'est que la relation nécessaire des hommes à leurs subsistances n'est jamais une « prédation », ne relie pas deux abstractions naturelles : les hommes, les subsistances ou la « nature ». Cette relation est réglée par un rapport de production, un *rapport social*. L'idéaliste renvoie la satisfaction de « l'indispensable » à une simple naturalité. C'est parce que la production nécessaire comporte ce rapport *comme sa*

condition que le rapport social de production règle tous les autres. Le « socio-économique » est la « dynamique profonde » pour reprendre les termes de Khiari, mais aucune révolution ne fait sonner « l'heure solitaire de la dernière instance » (Althusser) et aucun mode de production ne se limite à l'économie. Si cela est vrai c'est néanmoins ramener l'analyse à l'exposé des apparences et à ce que les acteurs disent d'eux-mêmes que de faire du sentiment, de l'éthique, la « dynamique profonde ». En Tunisie, le « consensus anti Ben Ali » fut le résultat de conflits et de l'effacement des premières catégories sociales qui se révoltèrent contre le pouvoir au profit d'autres groupes leur succédant comme leader du mouvement, en gros le passage des régions périphériques à Tunis. Khiari gomme tout le procès conflictuel interne de la « révolution tunisienne ».

L'originalité du PIR consiste à formuler en une idéologie politique globale toutes les évolutions éparses touchant les constructions et segmentations raciales. Pour cela, il fallait produire un discours leur conférant un sens qui en enveloppe toutes les facettes. Le PIR réussit un exploit théorique : héritier de problématiques postmodernes, il s'empare d'un nouveau « *Grand Récit* », celui des « blancs » et des « non-blancs » qui revisite l'histoire universelle et celle de la philosophie sous l'autorité universitaire de la pensée décoloniale.

Théorie Communiste

N°26, pp. 152-160, Mai 2018

